Jardins collectifs : de l'abbé Lemire aux jardins d'insertion. Typologies – Expériences – Enjeux de conservation

Éditorial

Françoise Dubost

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/insitu/19624>

DOI : 10.4000/insitu.19624

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Françoise Dubost, « Jardins collectifs : de l'abbé Lemire aux jardins d'insertion. Typologies – Expériences – Enjeux de conservation », *In Situ* [En ligne], 37 | 2018, mis en ligne le 14 décembre 2018, consulté le 21 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/19624> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insitu.19624>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2021.

In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Jardins collectifs : de l'abbé Lemire aux jardins d'insertion. Typologies – Expériences – Enjeux de conservation

Éditorial

Françoise Dubost

- 1 L'appellation jardins collectifs englobe des jardins aux qualificatifs divers, ouvriers, familiaux, communautaires, solidaires, partagés, d'insertion... Chacun d'eux a ses caractéristiques et une plus ou moins longue histoire avec des variantes multiples d'une région à l'autre dans les différents pays européens. L'ambition des éditrices de ce numéro n'était pas d'en faire l'inventaire, assurément impossible, mais de recueillir quelques exemples révélateurs de ce qui subsiste en eux du passé, ou à l'inverse, de ce qui illustre leur nouveauté.
- 2 Les auteurs des dix-sept articles qui ont répondu à l'appel de la revue *In Situ* ont choisi des pays, des villes ou des sites différents. Ils s'intéressent à toutes les dimensions des jardins, historique, géographique, anthropologique ou esthétique. Dans la plupart des cas, cependant, ils privilégient l'une ou l'autre de ces dimensions, justifiant l'ordre dans lequel ils sont ici présentés.

Mises en perspective historique

- 3 Il peut paraître paradoxal de commencer par l'histoire la plus récente, celle des jardins partagés, mais Laurence Baudalet prend soin de relier leur naissance au passé plus ancien des jardins ouvriers. Elle décrit ainsi des transformations sociales qui accompagnent sur plus d'un siècle les jardins ouvriers devenus familiaux, puis le contexte particulier dans lequel apparaissent les jardins partagés à la fin des années 1990 : le chômage de masse et l'exclusion sociale qu'il entraîne, les nouveaux défis environnementaux, le besoin de démocratie participative. Personne ne pouvait

mieux que Laurence Baudalet souligner l'importance de ce contexte social puisqu'elle fut chargée de suivre l'appel d'offre consacré par la Fondation de France aux jardins partagés. Témoin privilégié de leur apparition, elle fut ensuite, comme principale responsable de l'association Graine de jardins, l'agent très actif de leur développement en Île-de-France et la correspondante toujours attentive du réseau national (fig. 1).

Figure 1

Le jardin nomade à Paris en 2010.

© Françoise Dubost.

- 4 Les chantiers d'insertion du musée de Port-Royal-des-Champs se relient à une histoire bien plus ancienne encore puisqu'elle commence au XVII^e siècle. Le nom de Port-Royal-des-Champs évoque d'abord le jansénisme et le lieu emblématique d'une résistance politique et religieuse à l'absolutisme monarchique. Mais ce qui intéresse Sylvain Hilaire, c'est la règle monastique rétablie par l'abbesse Angélique Arnaud des jardins communautaires, cultivés à la fois par les nonnes et par les Solitaires, ces savants Messieurs installés dans les bâtiments de ferme autour de l'abbaye. Or ces potagers et ces vergers n'ont jamais cessé d'être cultivés et le sont aujourd'hui encore sous la forme de chantiers d'insertion encadrés par une quinzaine d'associations. Belle façon de « jardiner la mémoire » nous dit l'auteur, et de faire vivre un patrimoine sur la longue durée. Belle histoire qui n'est pas unique puisqu'à La Roche-Guyon, le potager-verger si remarquablement restauré par Emmanuelle Bouffé et Antoine Quenardel est entretenu avec leur aide par des chantiers d'insertion.
- 5 Béatrice Cabedoce, grande spécialiste de l'histoire des jardins-ouvriers, en particulier de la Ligue du coin de terre et du foyer, ne s'est pas contentée de ses travaux passés mais a mené une recherche nouvelle sur la période 1940-1952. Le gouvernement de Vichy donne pour la première fois un statut juridique aux jardins-ouvriers (loi du

31 octobre 1941) et encourage leur développement pour pallier la pénurie alimentaire. La Ligue est dans l'obligation de collaborer avec le Secours national pour faire face aux nécessités du ravitaillement pendant la guerre mais son président Francisque Gay l'utilise aussi comme paravent de ses activités de résistant. Béatrice Cabedoce a pu consulter ses archives personnelles grâce à sa fille, ce qui lui a permis d'éclairer la figure et le rôle de Francisque Gay pendant la guerre et de réviser une idée reçue bien ancrée sur l'idéologie supposée de la Ligue en connivence avec celle du régime Pétain. Le nombre de jardins gérés par la Ligue s'est accru considérablement pendant la guerre, ils sont encore en 1950 trois fois plus nombreux qu'avant-guerre, mais la loi du 26 juillet 1952 qui reconnaît leur utilité et consacre leur appellation de « jardins familiaux » n'empêchera pas leur rapide déclin pendant la décennie suivante.

- 6 Faisant suite à Béatrice Cabedoce, l'intérêt de Pierre Desnos est de rappeler que si la Ligue a joué un rôle central dans l'histoire des jardins ouvriers, elle ne regroupe qu'une partie de ces jardins. Nombre des jardins associatifs se sont créés indépendamment de la Ligue comme c'est le cas, en 1906, des jardins du site Paul Philippe aux Petits-Bois à Versailles (**fig. 2**). Son fonctionnement est très bien décrit du point de vue des gestionnaires qui se sont succédé au cours de son histoire, des philanthropes locaux, puis des élus, puis des jardiniers eux-mêmes. La particularité remarquable de l'association qui gère le site est qu'elle possède depuis 1929 le terrain, mais cette possession ne la garantit pas des expropriations. En 2007, un projet immobilier d'importance qui aboutirait à la suppression d'une partie du terrain incite les membres de l'association à ouvrir leurs archives à Pierre Desnos pour qu'il écrive l'histoire des jardins, dont la publication en 2011 constitue une première étape pour la protection du site. Quant à la labellisation « jardin remarquable » par le ministère de la Culture en 2014, dont l'initiative revient, souligne Pierre Desnos, à la municipalité de Versailles, elle aurait, selon lui, plus d'effets négatifs que d'effets positifs, apportant aux responsables un surplus de charges sans soutien d'aucune sorte.

Figure 2

Jardins des Petits-Bois à Versailles en 2017.

© Françoise Dubost.

Points de vue socio-économiques

- 7 L'article de Fabienne Boursier concerne le même site Paul Philippe aux Petits Bois, il restitue un certain nombre de faits que Pierre Desnos ne mentionne pas et qui précèdent la labellisation : la destruction en 2014 de la maison du gardien, pourtant propriété de l'association, pour construire un immeuble, l'alerte lancée par Claire Vignes-Dumas, correspondante jardins à la DRAC Île-de-France, le label « jardin remarquable » décerné par le ministre de la Culture sur la proposition du Conseil national des parcs et jardins à la fin de la même année 2014, l'enquête ethnographique menée et le mémoire de master rédigé l'année suivante par l'auteure. Elle reprend ici les résultats de son enquête pour souligner l'intérêt patrimonial de ces jardins, mais aussi les atouts vivriers, sociaux et environnementaux qui sont les leurs aujourd'hui. Ses observations et les témoignages des jardiniers qu'elle a recueillis amènent Fabienne Boursier à constater l'évolution des pratiques et des savoir-faire ainsi que l'émergence de méthodes culturelles alternatives.
- 8 Véronique Saint-Gès consacre son étude aux jardins collectifs dans Bordeaux et sa banlieue. Les premiers apparaissent en 1905 à l'initiative de la municipalité. Gérés par la Société des jardins ouvriers de Bordeaux et sa banlieue, émanation de la Ligue du coin de terre et du foyer, ils atteignent leur nombre le plus élevé pendant la Seconde Guerre mondiale, puis connaissent comme ailleurs un rapide déclin. À la fin des années 1990, ils renaissent sous une forme nouvelle, dont Les Jardins d'aujourd'hui, association vouée au développement social au pied de la cité des Aubiers, furent un

exemple pionnier remarquable. Enfin, dans les années 2000 apparaissent les jardins partagés qui se multiplient avec le soutien des communes de Bordeaux Métropole.

- 9 Véronique Saint-Gès a mené en outre une enquête qualitative dans cinq de ces jardins, situés pour deux d'entre eux à Bordeaux, les autres à Cenon, Gradignan et Canéjan. Il s'agit de jardins familiaux, à l'exception des jardins partagés du parc Rivière, en plein cœur de Bordeaux. Aux descriptions détaillées des sites et des modes de fonctionnement s'ajoutent des données précises sur la superficie des lotissements, le nombre et la taille des parcelles, le type de légumes cultivés.
- 10 Élisabeth Rémy, Maria Canavese, Nathalie Berthier et Yves Petit-Berghem se sont intéressés au parc des Docks à Saint-Ouen. Il fait partie d'un écoquartier de 100 ha, vaste opération menée par la Ville de Saint-Ouen sur un ancien site industriel (Alstom) avec une volonté affichée de développement durable et de mixité sociale. Dans ce parc de 12 ha, une prairie, une grande pelouse, une vaste promenade, des aires de pique-nique, des jeux pour enfants, une serre pédagogique et des jardins collectifs. Ces derniers, ouverts depuis peu au public, sont l'objet principal de l'étude. Ils sont de deux types, jardins familiaux et jardins partagés. Les premiers sont d'anciens jardins ouvriers d'Alstom qui existaient sur le site et qui se sont maintenus grâce à une forte résistance associative. Les seconds correspondent au projet des aménageurs et leurs occupants n'ont pas d'attache avec le passé du site. Le mélange systématique des uns et des autres correspondait à la volonté de mixité sociale des aménageurs, mais il n'a pas eu l'effet escompté. Les gens qui jardinent ne se côtoient guère et pas davantage ceux qui fréquentent le parc pour se promener ou pique-niquer. L'article critique ainsi l'idéologie qui préside à ce type d'aménagement et une végétalisation de l'espace qui efface la mémoire du lieu. Reste la mémoire du sol et les questions non résolues de la pollution industrielle ou maraîchère, et de la nature du sol rapporté.
- 11 Les jardins turcs des bords de Seine à Canteleu dans les environs de Rouen font l'objet d'une belle étude d'ethnobotanique de François Calame et François Texier. Sur une bande de terre issue d'une opération de dragage de sédiments provenant de la Seine, des ouvriers maçons massivement recrutés en Turquie pour les grands chantiers de Rouen sont venus cultiver des potagers depuis les années 1950, transformant ces délaissés en jardins au prix d'un vrai travail de fourmi, acclimatant les espèces et les variétés de végétaux originaires de Turquie pour les utiliser dans leur cuisine traditionnelle. Il en est ainsi des choux dont les feuilles sont utilisées pour cuisiner des choux farcis ou de la vigne qui n'est pas cultivée pour son raisin mais pour ses feuilles, indispensables à la préparation des « dolmas ». La richesse et la diversité des plantes légumières n'ont d'égales que celle des arbres fruitiers, eux aussi très nombreux, notamment le noisetier, véritable marqueur de l'identité turque, présent dans tous les jardins sans exception et cultivé en « oak » c'est-à-dire en cépée, ou encore le néflier du Japon, autre espèce emblématique. La valeur culturelle et patrimoniale de ces jardins vivriers est remarquable. Elle est complètement ignorée ou niée par le Port autonome et la Ville de Canteleu, qui les menacent actuellement de disparition et veulent les remplacer par une zone de loisir, en prenant prétexte d'une pollution des terres cultivées par les eaux de la Seine mais sans apporter aucune preuve de la dite pollution.
- 12 Comme en écho aux jardins turcs de Canteleu, la sociologue Christa Müller apporte la preuve de l'intérêt politique et social des jardins interculturels qu'elle a contribué à créer en Allemagne. À l'opposé de l'exigence d'assimilation imposée aux immigrés, à l'opposé des tendances à l'exclusion qui se développent dans la société d'accueil, le

concept innovant de jardin interculturel repose sur l'idée qu'hommes et femmes apportent de leur pays d'origine des compétences qui peuvent être mises en œuvre dans le jardin, leur permettre d'acquérir une certaine autonomie alimentaire, de voisiner et d'échanger avec d'autres gens, de donner et non plus seulement de recevoir, de préserver leur identité culturelle tout en prenant conscience de l'existence d'autres cultures. Concrètement, l'expérience, menée d'abord à Göttingen, de rassembler dans un même lieu des migrants venus de diverses origines, s'est étendue avec succès à toute l'Allemagne depuis une vingtaine d'années. Les jardins interculturels représentent la moitié des 650 jardins collectifs urbains recensés en 2018. On aimerait qu'il en soit de même en France, où les membres des associations qui ont joué un rôle moteur dans la création et la prise en charge de ces jardins se recrutent pour la plupart dans un petit monde de gens plus diplômés et un peu plus aisés, sans être riches, que la moyenne des habitants quand il s'agit des quartiers populaires de Paris ou de la proche banlieue, et auxquels le reproche a été parfois adressé d'être repliés sur eux-mêmes et de se soucier peu de la vocation sociale qui leur était assignée.

Approches géographiques

- 13 Les recherches sont menées à différentes échelles, celles d'une ville, d'un pays ou de l'Europe entière. Jean-Noël Consalès retrace ainsi sur la base de documents d'archives une passionnante géohistoire de Marseille. Les jardins-ouvriers sont créés à partir de 1910 dans les faubourgs agricoles de Marseille qui se trouvent à l'intérieur du vaste territoire communal. Ces faubourgs agricoles sont progressivement gagnés par l'urbanisation, mais aujourd'hui encore, Marseille compte 12 sites de jardins familiaux dont certains datent du début du ^{xx}e siècle, soit environ 900 parcelles, et le dernier lotissement créé date de 2010. L'immensité du territoire communal, l'importance des friches et des délaissés font de Marseille un cas exceptionnel, surtout si on le compare avec Paris.
- 14 Quant aux jardins partagés, ils ont été créés dès 1995 par Les jardins d'Amélie, association pionnière qui coordonne en 1999 le Réseau des jardins solidaires méditerranéens. Les jardins d'insertion DENES s'installent sur 1,3 ha à la Belle-de-Mai en 1997. Favorisés par la municipalité qui les considère comme une forme particulièrement souple d'occupation des délaissés, les jardins partagés occupent aujourd'hui plus d'une cinquantaine de sites dans les quartiers nord et sud-est, ils s'installent en nombre au pied des immeubles de grands ensembles, tandis que des jardinages de rue s'inventent au centre de la ville.
- 15 Hanna Sorsa nomme jardins partagés ou communautaires ce que nous nommons jardins familiaux, ce qu'elle appelle parcelles urbaines correspond à ce que nous désignons comme jardins partagés. Une fois écartée cette ambiguïté linguistique, on prendra grand plaisir à découvrir l'histoire des jardins familiaux et celle de la paysagiste finlandaise Elisabeth Koch, responsable de leur essor dans les années 1930. On prendra grand plaisir aussi à parcourir la Finlande avec Hanna Sorsa qui s'appuie sur des recherches menées dans différentes localités, Mänttä (au nord de Tampere), Nokia et surtout Helsinki. Les jardins sont gérés de la même façon qu'en France, par des associations regroupées pour la plupart dans une fédération nationale, mais ils ont bénéficié de la part des pouvoirs publics d'une protection plus grande et d'une inscription plus systématique dans les plans locaux d'urbanisme. Ils ont bénéficié aussi

de plus de confort (y compris le sauna) et leur transformation en maisons de campagne l'été a été bien mieux tolérée. Quant aux « parcelles urbaines » que nous appelons jardins partagés, elles connaissent une grande expansion depuis 2010 et s'installent quasiment partout en Finlande, dans de petites parcelles où les plantes sont cultivées en sacs, boîtes, jardinières et pots, en même temps que se développent les toitures végétalisées en friches, en prairies et en mousse, et que paysagistes et architectes rivalisent de projets innovants...

- 16 Pour Bruno Marmioli, les protections juridiques dont bénéficient les jardins collectifs depuis leur création au XIX^e siècle sont bien faibles puisqu'elles n'ont jamais résisté à la pression foncière. Considérés comme marginaux par les politiques publiques, toujours en sursis, ils ne doivent leur survie qu'à la mobilisation citoyenne.
- 17 Ce constat juridique s'accompagne d'un balayage géographique appuyé sur une série d'exemples concrets, en commençant par l'Allemagne, où les *Schrebergarten* sont encore dix fois plus nombreux que les jardins familiaux en France. La France où, nous dit l'auteur, des jardins comme L'Îlot d'Amaranthes à Lyon ou La Fournillière à Nantes ne doivent leur existence qu'à l'action de bénévoles. Ailleurs, ils ne doivent leur survie qu'aux associations qui les défendent, comme à Tours où la Gloriette est menacée par un terrain de golf, à Schiltigheim près de Strasbourg où la menace est celle de terrains de foot, à Beaulieu-lès-Loches, en Indre-et-Loire, où l'architecte du patrimoine chargé de l'AVAP¹ ignore leur présence aux abords paysagers du centre historique. Le constat serait totalement négatif si Bruno Marmioli ne citait pour finir une heureuse initiative à Clermont-Ferrand où le récent PLU prend en compte les jardins pour mener une politique environnementale.

Dimensions artistiques

- 18 Les Jardins de Fontanières, anciens jardins familiaux installés dans un site superbe qui longe la Saône à la Mulatière, dans la périphérie de Lyon, ont été longtemps cultivés puis abandonnés pendant des années. Ils sont achetés en 2006 par l'auteur même de l'article, Frédéric Reynaud, pour y mener une restauration qu'il a voulu exemplaire. L'aménagement des quarante parcelles de jardins potagers, les pratiques des jardiniers, encadrées par une charte qui leur impose le respect de la biodiversité et de la qualité paysagère du lieu, ainsi que les espaces ménagés pour une vie collective témoignent, nous dit Frédéric Reynaud, de la volonté d'expérimenter une autre façon de jardiner en ville. On pourrait ajouter qu'ils témoignent aussi d'une pratique professionnelle remarquable qu'on aimerait commune à tous les paysagistes.
- 19 Depuis quelques années, des fleurs et des plantes grimpantes font irruption sur les trottoirs et les pieds d'immeubles. Isabelle Niesseron, responsable de la Mission Développement durable à Lyon présente les micro-implantations florales (MIF), qui ont vu le jour en 2005 dans la ville. À la demande d'un groupe de voisins, les services de la voirie pratiquent une incision sur le trottoir, qui rend le sol perméable et permet de planter des végétaux en pleine terre, à charge pour les habitants riverains d'arroser, soigner, désherber...
- 20 Ajoutons à la présentation d'Isabelle Niesseron que ces jardins de rue lyonnais ont leur équivalent ailleurs, ils s'appellent « jardins linéaires » à Lille, « Embellissons nos murs »

à Rennes, « Verdissez vos façades » à Strasbourg. La physionomie de la rue et son usage s'en trouvent grâce à eux profondément modifiés.

- 21 Camille Prunet interroge la double nature de jardins collectifs conçus comme des œuvres d'art par l'artiste-jardinier Emmanuel Louisgrand : *Treillages* à Saint-Étienne, *L'Îlot d'Amaranthes* à Lyon, *La Pépinière* à Caen, *La Folie du PAV* à Turin, *Le Jardin Jet d'eau* à Dakar ont été créés dans des espaces urbains délaissés avec le soutien d'associations, d'institutions ou de collectivités, et leurs usagers sont associés à la mise en œuvre et à l'entretien. Dans chacune de ces œuvres-manifestes se retrouve, comme une signature, une structure métallique orange servant de support à la végétation. Raison pour laquelle Emmanuel Louisgrand avait été convié à une journée d'étude organisée par la direction générale des Patrimoines et le Conseil national des parcs et jardins dans le cadre des « Rendez-vous aux jardins » sur le thème de la couleur. Ce qui avait frappé les auditeurs et ce qui frappe également Camille Prunet, c'est la singularité d'une démarche artistique toujours adaptée au contexte du lieu et toujours prête à évoluer avec lui, c'est aussi la volonté de fabriquer des îlots de rencontre et d'échange comme autant d'alternatives à la société de consommation. Toutefois, les questions que posent leur évolution, leur conservation et leur patrimonialisation sont loin d'être résolues.
- 22 Qui mieux que Sylvaine Dampierre peut parler de ses films ? Un jardin ouvrier à la pointe de l'île Saint-Germain, au pied de l'usine Renault-Billancourt promise à la démolition (*L'île*, 1998), une cour transformée en jardin dans la prison de femmes de Rennes (*Un enclos*, 1999), un jardin d'insertion à l'île de La Réunion (*La Rivière des galets*, 2000), les jardins communautaires de New York (*Green Guérilla*, 2003), ces films si pleins de vibrante humanité ne peuvent que remplir d'admiration et d'envie ceux qui n'ont que l'écrit pour décrire la réalité. Ils aident les chercheurs « à combler leurs angles morts » disait la sociologue Annie Borzeix au festival de cinéma de Nanterre en 2010, ajoutant : « On travaille sur des données objectives, des catégories sociales, mais l'individu et sa subjectivité nous échappent souvent. Les cinéastes, eux, s'inspirent de la réalité pour la transcender à l'écran. » À notre demande cependant, Sylvaine Dampierre a accepté d'écrire sur ses films et elle le fait magnifiquement, évoquant ses rencontres avec les jardiniers comme autant de voyages au cœur du monde et comme autant de belles aventures du cœur.
- 23 Au terme du parcours, et dédié à ceux qui souhaiteraient poursuivre ces recherches, figure un court article sur le *Guide des sources de l'histoire des parcs et jardins* par Flore de Javel, qui a mené une enquête approfondie à la demande du Conseil national des parcs et jardins et du Comité des parcs et jardins de France auprès de l'ensemble du réseau des archives publiques en France. L'auteure témoigne de la richesse des sources existantes pour l'histoire des jardins en général et celle des jardins familiaux en particulier.

NOTES

1. - Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine.

AUTEUR

FRANÇOISE DUBOST

Directrice de recherche honoraire au CNRS dubost.francoise75@gmail.com